

## LES ELECTIONS MUNICIPALES

Il est difficile de voir une élection municipale aussi chaude que celle de Montréal, cette année.

Nous assistons à une lutte de deux éléments absolument opposés. Il ne s'agit pas de savoir quel candidat l'emporte sur l'autre en intelligence, en qualités administratives, ni en dévouement personnel à la chose civique.

Non, en vérité, ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

Aux élections dernières, des hommes nouveaux se sont présentés qui ont dit aux électeurs : "Envoyez-nous au Conseil Municipal et nous vous donnerons une administration sage, honnête et efficace."

Ces hommes n'étaient pas les premiers venus ; ils avaient un passé d'honnêteté, de travail, et un accent de sincérité qui les fit prendre au mot.

Ces hommes qui, séparément, avaient tenu le même langage à leurs électeurs respectifs, se reconnuent au Conseil Municipal et s'unirent. On appela ce groupe d'hommes de bonne volonté, le Parti de la Réforme, le groupe de la Réforme.

Ceux qui en font partie ont travaillé dans l'intérêt du public et tenu leurs promesses de mettre l'ordre là où n'existait que le désordre.

Il leur a fallu déployer une grande fermeté et montrer même quelque sévérité pour faire rentrer les choses dans l'ordre à l'Hôtel de Ville.

A ce propos nous ne pouvons que déplorer la décision prise par deux des échevins du parti réformateur, MM. F. J. Hart et C. F. Smith, de se retirer du Conseil municipal.

M. F. J. Hart a réorganisé le département du Feu de la façon la plus parfaite, la plus complète, tout y marche avec la régularité la plus entière, la maison de commerce la mieux tenue n'est pas mieux administrée que l'est maintenant ce département.

M. C. F. Smith a rendu au Comité des finances, dont il était l'un des membres les plus en vue, des services que ses collègues eux-mêmes sont les premiers à apprécier.

Il est regrettable que ces deux échevins aient pris le parti de ne pas se représenter devant les électeurs qui leur auraient certainement renouvelé leur mandat. La raison de leur retraite, on la trouvera dans cette réflexion que nous suggère l'intérêt de la cause de la Réforme. "Qui dit Réformateur ne veut pas dire Intransigeant. Même

avec le ciel il est des accommodements et il est quelquefois bon de se montrer diplomate sans trancher ouvertement et briser les vitres."

L'alliance Laporte-Ames — c'est ainsi qu'on nomme l'union des deux hommes les plus en vue de la Réforme — nous a valu une épuration dans le personnel des bureaux ; leurs adversaires ferment les yeux sur le bien qui en est résulté pour ne voir que la sévérité des réformateurs, comme si on eût pu obtenir des résultats en continuant le système de laisser-faire et de laisser-aller.

On ne se souvient que trop des embarras suscités au conseil par des chefs de service qui en étaient arrivés à se moquer des ordres qu'ils recevaient et des échevins et des comités ayant qualité pour leur tracer leurs devoirs et leur conduite.

Il fallait briser leur résistance ou les remplacer. C'est ce qui a été fait. Aujourd'hui l'anarchie a cessé à l'Hôtel-de-Ville, grâce au Parti de la Réforme et on peut dire avec raison que les employés des divers départements sont tous des gens honnêtes et capables, travailleurs et dévoués.

L'état des finances municipales était, pour le moins que nous puissions dire, dans un tel état de délabrement qu'on ne pouvait trouver les ressources nécessaires pour assurer la salubrité de la ville : on n'arrivait plus ; les vidanges séjournaient dans les rues et les ruelles et la santé publique était fortement compromise.

Le parti de la Réforme a mis à la présidence du Comité des Finances un homme habile, un financier capable, économe et intelligent autant qu'honnête et les choses ont complètement changé de face.

M. H. Laporte a rendu, à la tête de ce comité, des services que les électeurs ne peuvent oublier.

Ils ne peuvent oublier non plus de témoigner leur reconnaissance à tous ceux qui l'ont aidé dans son œuvre d'épuration et de réorganisation.

C'est donc leur réélection que nous demandons aux électeurs. Leur réélection, c'est la récompense du travail accompli.

C'est aussi l'assurance pour l'avenir d'une administration sage, prudente, économe, honnête en même temps que progressive.

Et la preuve, nous la voyons dans le programme du parti de la Réforme.

On sait que ce parti tient ses promesses ; il en a donné la preuve

pendant les deux années qu'il a été en majorité à l'Hôtel de Ville. Or, voici, entre autres choses, ce que nous lisons dans son programme :

8. Chaque contrat municipal, après que toute la latitude possible aura été accordée aux concurrents, sera donné au plus bas soumissionnaire responsable, qui sera tenu de fournir des garanties suffisantes pour assurer la bonne exécution du contrat.

9. Tous les emprunts civiques, (nécessaires de temps à autre pour la conversion de la dette, etc.) seront offerts par annonces publiques et le contrat sera accordé au plus haut enchérisseur responsable.

10. Pour aucune raison la ville n'abandonnera le contrôle et le fonctionnement des services publics actuellement entre ses mains ; de plus, tous les efforts du Conseil tendront à regagner les droits et les privilèges que la Cité a perdus.

11. Toutes les compagnies qui font usage de nos rues, seront mises sur pied d'égalité et traitées avec la plus entière impartialité, c'est-à-dire qu'aucun avantage ne sera accordé à une compagnie au détriment d'une autre.

12. Les intérêts des citoyens de Montréal seront vigoureusement défendus à Québec contre toute tentative qui aurait pour but d'obtenir de la législature, des pouvoirs tendant à priver la ville de ses franchises ou à réduire ses droits et ses privilèges.

Les candidatures mises en opposition à celles des partisans de la Réforme, veulent tout le contraire, c'est-à-dire qu'elles sont les créatures d'intérêts puissants, de personnalités et de compagnies qui veulent, avant toutes choses, mettre le Trésor civique en coupe réglée par l'obtention de contrats, de franchises et de privilèges diamétralement opposés aux intérêts de la cité et, par conséquent, des citoyens.

C'est le retour au gâchis, aux concussionnaires, au boodlage qui nous menace, si le parti des réformateurs, des rénovateurs ne tient pas les rênes du gouvernement municipal.

Le règne des vampires a trop duré dans le passé, il a trop écœuré les honnêtes gens, trop compromis la bonne réputation de Montréal, trop nui au commerce et au travail en général, enfin, il a trop retardé les progrès et trop mis en danger la salubrité de la Cité, pour que les honnêtes gens ne votent pas en faveur du nouveau régime.

Que chacun donc, dans un but de salubrité publique, vote pour les candidats qui n'ont en vue que l'intérêt de la ville et des citoyens.

Il n'est pas besoin de faire des élections pour savoir quel est le meilleur chocolat sur le marché Canadien. Le nom de Fry est tellement populaire qu'il serait inutile de faire les dépenses d'une élection pour se rendre compte de son immense avance sur tous ses concurrents. C'est la maison D. Masson & Cie qui depuis au delà d'un quart de siècle a l'agence au Canada du Cacao et du Chocolat de Fry.